

**ASSEMBLÉE NATIONALE**9 mai 2019

---

LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 1831)

Adopté

**AMENDEMENT**

N ° CD2805

présenté par

M. Zulesi, M. Belhamiti, M. Pichereau, M. Colas-Roy, M. Arend, Mme Pascale Boyer,  
Mme Brulebois, M. Buchou, M. Causse, M. Cesarini, Mme Yolaine de Courson, Mme De  
Temmerman, M. Djebbari, M. Dombreval, Mme Gayte, M. Haury, Mme Josso, Mme Kerbarh,  
M. Krabal, Mme Le Feur, M. Leclabart, Mme Maillart-Méhaignerie, Mme Marsaud,  
Mme Meynier-Millefert, M. Morenas, Mme Panonacle, M. Perea, M. Perrot, Mme Pompli,  
Mme Riotton, Mme Rossi, Mme Sarles, M. Thiébaut, Mme Tuffnell et les membres du groupe La  
République en Marche

---

**ARTICLE 9**

A l'alinéa 38, substituer aux références :

« 2,3 et 4 »

les références :

« 2 à 4 ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Un amendement adopté en commission du Sénat substitue une mission de « contrôle » à la mission « d'évaluation » du respect des exigences du règlement européen confiée à l'Arafer. Cette modification introduit une discordance de rédaction entre les deux textes. L'amendement propose de tirer les conséquences de la modification apportée à l'alinéa 17 de l'article 9 en confiant explicitement le contrôle des déclarations de conformité à l'Arafer.

Enfin, il paraît opportun que l'Autorité puisse, outre les contrôles aléatoires prévus par le règlement, effectuer des contrôles d'office ou à la demande des autorités organisatrices et des associations agréées de consommateurs. L'Arafer fournira un rapport concernant les résultats des contrôles des déclarations de conformité, qui sera intégré au rapport d'évaluation transmis par la France à la Commission Européenne. Il est également proposé d'ajouter au régime de sanction de l'Arafer une interdiction temporaire d'accès aux données, afin de consacrer dans la loi les dispositions prévues à

l’alinéa 31 de l’article 9, permettant à l’Arafer d’ordonner les mesurs conservatoires nécessaires en cas d’atteinte grave aux exigences du règlement délégué (UE) 2017/1926